

**THE MILLENNIUM DEVELOPMENT GOALS:
OVER-AMBITION OR UNDER-INVESTMENT?**

18 mars 2005

CONCLUSIONS

Kris Panneels
DGCD

Objectif du Séminaire

Dégager une position belge sur le rapport Sachs et vis-à-vis d'événements internationaux à venir comme le Sommet des Nations Unies de septembre et alimenter la politique belge avec de nouvelles orientations.

Introduction

Intervention de M. Armand De Decker – Ministre de la Coopération au Développement.

Le Ministre plaide pour **davantage de moyens financiers** pour atteindre les 0,7% et demande une mobilisation de tous les acteurs concernés pour arriver au doublement nécessaire du budget de la coopération au développement. Cette demande doit être vue dans un contexte plus large où les dépenses militaires avoisinent 1000 milliards de dollars et les subsides agricoles les 300 milliards, alors que l'APD se situe aux alentours de 60 milliards de dollars. Le Ministre veut faire preuve de pragmatisme en ce qui concerne les **nouveaux mécanismes de financement** (« Le gouvernement belge sera favorable à ce qui fonctionnera. »).

Première session : The Millenium Development Goals : A Global Agenda.

Un des éléments forts des MDGs est le fait qu'ils s'accompagnent d'**indicateurs**. Il s'agit de chiffres importants que la DGCD utilisera dans ses travaux.

Cependant, certaines remarques doivent être faites à propos de ces MDGs :

- il ne faut pas perdre de vue la **fiabilité et les limitations des indicateurs**. Une attention doit toujours être accordée à la réalité derrière les chiffres, à savoir la qualité des interventions;
- les MDGs ne prennent pas en compte les **droits de l'homme**. Il s'agit là d'une dimension qui ne peut être oubliée ;
- une attention doit être accordée à la **répartition de la pauvreté** et des résultats de la lutte contre la pauvreté. Il existe des différences entre pays et à l'intérieur des pays. La polarisation est une dimension importante. On remarque que les progrès accomplis ces dernières années se sont surtout fait en faveur des riches (pays riches et riches dans les pays pauvres).
- il faut s'interroger sur le **modèle de développement** que nous souhaitons promouvoir avec notre aide.
- dans ce cadre et plus globalement, il faut **être à l'écoute de nos partenaires** qui savent mieux que nous ce dont ils ont besoin. Il faut un partenariat entre le

Nord et le Sud mais aussi entre les riches et les pauvres d'un même pays. A côté de l'habituel partenariat « Money changing hands », il faut aussi un partenariat « **Ideas changing minds** ».

- les liens entre les MDGs et l'impact qu'un MDG peut avoir sur l'autre doivent être évalués et pris en compte. Il faut aider les pays en développement à exploiter les **complémentarités** entre les différents secteurs.
- une attention doit aussi être portée aux **états fragiles**.

Deuxième session : Investing in Development : A Practical Plan

Les rapports produits par le Projet du Millénaire sont extrêmement riches. Il faut apprécier la valeur des analyses fournies par les différents groupes de travail et dans le rapport principal. Certaines **critiques** ont été soulevées concernant les recommandations du **Rapport Synthétique** :

- les **actions quick win** proposées par le rapport sont vues comme simplistes et limitées au court terme ; elles nécessitent une certaine infrastructure qui n'existe pas toujours. Elles doivent être intégrées dans le cadre macro-économique, dans une stratégie à plus long terme. Il est important de noter que le rapport contient aussi des recommandations très équilibrées.
- le rapport demande de doubler l'aide sans prendre en compte la **capacité d'absorption**. Il se pose la question s'il s'agit là d'un véritable problème ou d'une excuse pour ne pas augmenter l'aide. Mais renforcer les capacités pour résoudre le problème d'absorption peut prendre du temps : il ne se règle pas uniquement avec de l'argent.
- le rapport prend peu en compte le problème de la **dette**.
- l'intégration entre les approches environnementale et de développement est peu présente. Or, il est important de prendre en compte l'impact de notre action en termes de **développement durable**. A aucun moment, le mode de développement du Nord n'est remis en question. Il est vrai que la durabilité et la croissance économique ne sont pas forcément incompatibles. Il faut juste réaliser une croissance économique d'un autre genre et donc oser mettre en question les modes actuels de consommation et de production

Cependant, le rapport Sachs nous pousse à être plus ambitieux. Il doit être utilisé de manière positive dans nos travaux.

Certains **problèmes particuliers** ont été soulevés :

- l'Afrique connaît des **difficultés d'organisation des marchés** et d'accès à ceux-ci. En Ethiopie les agriculteurs ont vu chuter leurs revenus après une année de bonnes récoltes. Il est impératif de répondre à ces problèmes d'organisation des marchés. C'est également l'occasion de se poser la question de savoir quel modèle économique nous voulons soutenir.
- l'Afrique connaît également des **problèmes de productivité**. Compte tenu de cette faible productivité une subvention des engrais ne devrait pas être écartée d'office. Les différences de prix constatées pour l'utilisation des engrais expliquent peut-être la faible performance de l'agriculture africaine

- des repas gratuits aux écoles peuvent également apporter une solution à la faible participation de certains groupes pauvres (surtout les filles) à **l'enseignement de base**, mais il faut être sélectif dans cette approche
- dans le **secteur de la santé**, l'argent n'est pas une solution en soi. Le problème qui se pose est surtout celui du goulot d'étranglement au niveau des **ressources humaines**. La situation est aggravée par le phénomène de brain-drain auquel font face certains pays.
- les évolutions dans le cadre de **l'accord des ADPIC** (aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce/TRIPs, OMC) sont particulièrement inquiétantes et risquent de priver les pays en développement des médicaments génériques dont ils ont besoin notamment dans le traitement du VIH/SIDA.

Des **réponses et exemples d'instruments** ont été mis en avant pour répondre aux différents problèmes :

- l'APD est importante mais n'est qu'un élément parmi beaucoup d'autres facteurs déterminants pour la lutte contre la pauvreté (priorités politiques, commerce, dépenses militaires, etc) Tout est lié et il faut donc promouvoir une **approche intégrée**, qui prend en compte également les droits de l'homme ainsi que le problème de la répartition équitable de la richesse ;
- le **Plan d'action de Johannesburg** présente une valeur ajoutée en ce sens qu'il offre une approche intégrée qui pourrait être le cadre des MDGs.
- les **matching funds** sont des instruments intéressants parce qu'ils permettent un véritable partenariat et davantage d'ownership.

Troisième session : A role for the donor community

Au niveau des MDGs, l'approche générale était positive et critique à la fois. L'agenda présente certains dangers mais également beaucoup d'opportunités. Les remarques suivantes ont été formulées:

- les MDGs sont des instruments très utiles pour **la mobilisation politique** mais moins pour la planification et la gestion de l'aide.
- les MDGs sont des **objectifs one-size-fits-all** basées sur des tendances mondiales alors que les pays ont besoin d'objectifs adaptés à leur situation et basés sur des tendances locales. Il faut rendre les MDGs spécifiques aux pays afin de **garantir leur crédibilité**.
- les MDGs ne doivent pas occulter la nécessaire **qualité de l'aide** par le quantitatif. L'attention doit être portée à l'atteinte quantitative des objectifs mais aussi au fait que cela doit se faire le cadre d'une approche intégrée et de manière participative.
- les MDGs mettent de côté le problème de la **gouvernance**.
- pour assurer l'**empowerment**, les MDGs ne doivent pas être utilisés comme des objectifs top-down mais dans le cadre d'un dialogue avec les pays, par exemple, via les organisations régionales.

En ce qui concerne les **nouvelles modalités de financement**, la DGCD a développé une matrice comme instrument facilitant la prise de décision politique. Cette matrice

compare les différents projets de nouveaux mécanismes sur base de trois critères (potentialité, double dividende, coopération nécessaire). A partir de cette analyse, la taxation environnementale semble être la solution la plus intéressante (double voire triple dividende, coalition nécessaire limitée, présentation à l'opinion publique aisée).

La croissance récente dans le volume d'aide (APD) est certes une bonne chose, mais il faut se rendre compte que la majeure partie de cet accroissement est liée aux opérations d'annulation de la dette et que les ressources réelles pour assurer les MDGs font toujours cruellement défaut. Il faudra pouvoir déterminer le niveau réel des ressources transférées en adoptant une **définition plus réaliste et stricte de l'APD**.

Il faudra également examiner de plus près **la qualité des systèmes de suivi et d'évaluation** qui sont mis en œuvre pour soutenir les progrès vers les MDG's et pour démontrer l'avancement des interventions basées de plus en plus sur la performance des partenaires.

Pour clore la session, il a été souligné qu'une **spécialisation des bailleurs** est essentielle parce qu'elle permet une plus grande efficacité de l'aide.

K. Saqui (Rév. 31/03)